

Economie

André Dupon: «On peut retrouver du boulot dans l'urgence sociale!»

PUBLIÉ LE 18/12/2015

Yannick Boucher

Un emploi pour éviter l'exclusion, le repli sur soi et le vote extrême : le président des entrepreneurs sociaux de France dirige le groupe Vitamine T, un modèle d'insertion par l'économique à Lesquin. Les chômeurs longue durée peuvent rejoindre le clan des inclus. Entretien « cash » et stimulant.



Il préside le mouvement national des entrepreneurs sociaux (MOUVES) et le directoire du groupe Vitamine T, passé en dix ans de 600 à 2500 emplois locaux dans 14 sociétés sociales et solidaires sur des profils peu ou pas qualifiés, la plupart du temps en chômage de longue durée, dans les recyclages, les services à la personne ou le maraîchage (*notre édition du 15 décembre*).

– Votre groupe est-il la preuve entrepreneuriale que l'on pourrait inverser la courbe du chômage de masse ?

« En tout cas, notre modèle fonctionne. Il remet des gens se sentant exclus au travail par l'économique, en créant des entreprises pour eux, et non pas par le social. Ces gens

viennent avec un sac à dos chargé de problèmes personnels souvent très durs et ce sac, on le prend avec eux. Les embaucher tout de suite à 1150 euros net par mois avec des solutions de logement, de mutuelle de santé ou de TER, c'est régler les urgences sociales. C'est très concret, charnel, on leur propose de se requalifier, de retrouver de la fierté, de la dignité aussi, dans un cadre d'entreprise. Pas dans un service civique ou dans une école. On peut alors retrouver du boulot dans toute cette urgence sociale. »

– Que pensez-vous de la promesse de Xavier Bertrand, nouveau président de Région, de créer 60 000 emplois d'ici à fin 2016 ?

« Ce chiffre, c'est celui des offres d'emploi non pourvus mais c'est impossible. C'est trop court et très compliqué. Les gens sont cassés, on ne doit pas en faire des objets. Ils sont souvent enfermés dans un arbitrage entre des minima sociaux pourtant très volatils et un accès à l'emploi. Il faut du temps pour reprendre confiance et pour que les patrons d'entreprises conventionnelles acceptent d'intégrer des profils plus difficiles. Ils disent qu'ils ne sont pas là pour faire de l'assistance sociale et qu'ils ont peur des risques d'absentéisme ou de mauvais comportements. Chez nous, on a démontré tout le contraire avec des salariés qui avaient renoncé. Ils ont rejoint le clan des inclus, c'est tout bénéfique pour tout le monde. »

« Il existe des formules magiques pour l'emploi »

– Le gouvernement, le MEDEF et le Sénat jouent depuis deux jours leur petite musique sur les solutions d'accès à l'emploi. Et vous ?

« Nous avons à Vitamine T dix demandes pour une attribution de postes mais nous pourrions multiplier par dix l'accès à l'emploi. Je suis fatigué d'entendre que c'est seulement du côté des limitations de charges en entreprises qu'il faut essayer de résoudre le chômage. Vingt milliards ont été injectés dans ce sens. Pour quel résultat sensible ? Il faut aussi arrêter avec les plans comme celui annoncé pour janvier par le Premier ministre. Cela ne marchera pas, surtout sous la dictature de l'émotion. On va nous remettre un coup de services à la personne, un coup de formation professionnelle (qui ne fonctionne pas pour nos profils)... Il existe des formules magiques pour l'emploi, une autre voie, expérimentée en France par ATD Quart Monde (*lire ci-contre*). Cela consiste à transférer les minima sociaux, les prestations sociales vers les entreprises. Je dis banco ! Avec ce système, si j'ai 20 offres le lundi matin, j'ai 20 candidats en poste le mardi matin. Confier, sous contrôle bien sûr, les minima à l'entreprise lui permet de payer tout de suite un SMIC. Les salariés sous qualifiés que l'on reçoit n'ont pas besoin d'une formation ou d'un stage en plus. Non. Ils n'y croient pas, cela ne leur apporte rien, ils pensent qu'ils ont déjà échoué. Autant les placer directement en situation de travail. »

– Mais comment ?

« Avec un vrai pacte et non un plan pour l'emploi. La grande Région, c'est 300000 chômeurs depuis plus de deux ans. Ici, la Région se charge de l'action économique et le Département de l'action sociale ! Les deux présidents doivent s'entendre, je crois au ticket Bertrand-Lecerf. C'est à portée de main pour aller vers des territoires zéro chômeurs. » Y. B.